

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 31 décembre 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1%. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70% de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4% en 2016 et 3,6% en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00%, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25% et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40%. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2% ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

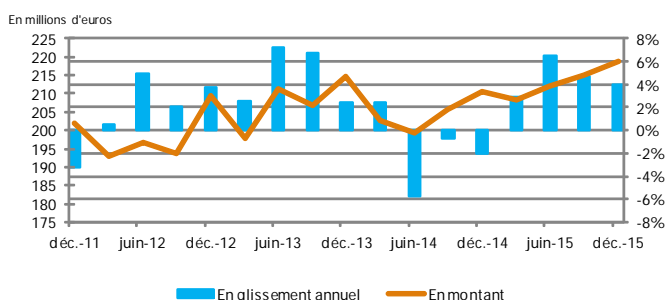
DES INDICATEURS FINANCIERS EN PROGRESSION MALGRÉ UN REPLI DES PLACEMENTS DES ENTREPRISES

Dans un contexte macro-économique toujours bien orienté, l'activité du secteur bancaire s'améliore au cours des douze derniers mois. Ainsi, l'encours sain de crédits progresse significativement à fin décembre 2015 (+7,2 %) et l'encours total des actifs détenus par les agents économiques de l'archipel repart à la hausse (+3,9 %).

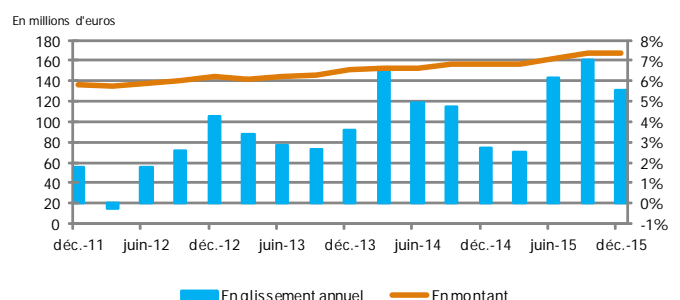
La progression des crédits à l'économie résulte d'une accélération de la croissance des crédits aux entreprises (+7,6 % sur un an) et du maintien du rythme de croissance des crédits aux ménages au cours de l'année (+5,6 %).

L'encours total des actifs financiers retrouve une croissance positive (+3,3 % entre décembre 2014 et décembre 2015), en dépit d'un net repli des placements des entreprises sur l'année (-9,7 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE HAUSSE CONTINUE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT¹

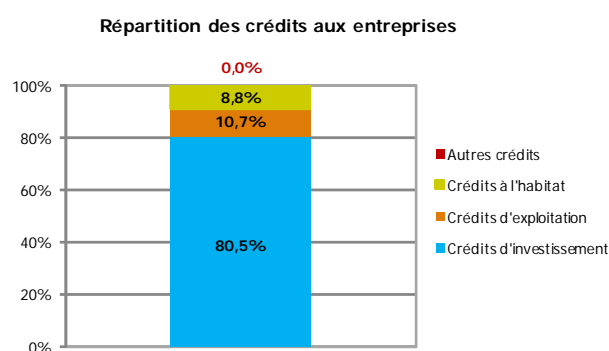
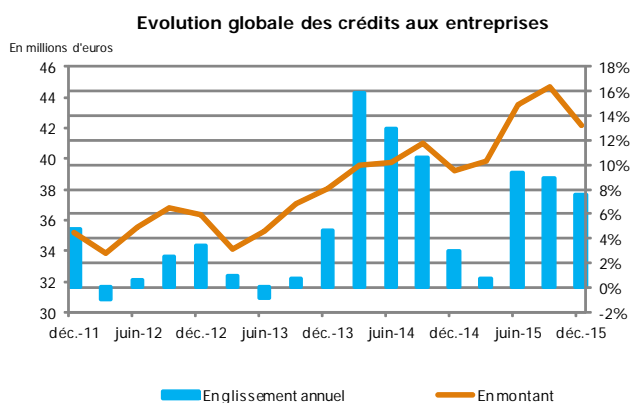
Accélération de la croissance des crédits aux entreprises

Malgré un repli au cours du deuxième semestre 2015 (-3,2 %), **l'encours global de crédit aux entreprises** au 31 décembre 2015 voit son rythme de croissance annuel se renforcer par rapport à l'année précédente (+7,6 % contre +3,2 % au 31 décembre 2014) pour s'établir à 42,1 millions d'euros.

L'augmentation des **crédits d'investissement** (+14,8 % soit +4,4 millions d'euros sur l'année) constitue le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises en 2015. Après une forte progression au cours du premier semestre (+22,9 %), le rythme de croissance ralentit en fin d'année (+3,2 % au deuxième semestre) en lien avec l'arrivée de la période hivernale.

Les **crédits immobiliers** enregistrent également une hausse sur un an avec un encours qui progresse de 5,8 % pour atteindre 3,7 millions d'euros à fin 2015. Ils progressent de 8,1 % sur le deuxième semestre 2015.

En revanche, **l'encours des crédits d'exploitation** est en net recul en rythme annuel (-26,3 % soit -1,6 million d'euros) et s'établit à 4,5 millions d'euros. À l'exception des comptes ordinaires débiteurs qui progressent fortement en glissement annuel (+22,6 %), l'ensemble des postes affiche une très forte contraction.

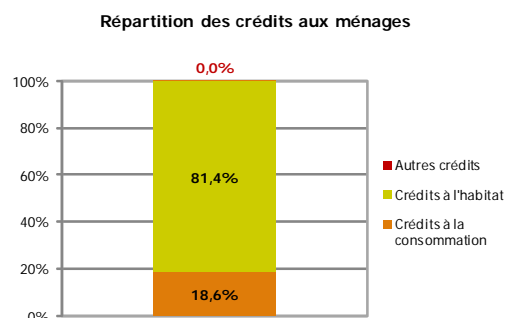
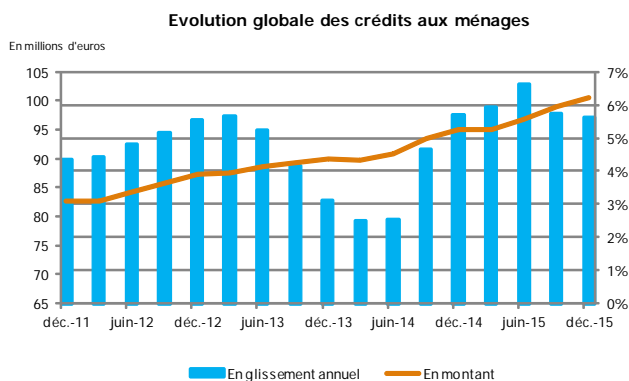


Croissance soutenue des crédits aux ménages

Les concours consentis aux ménages atteignent un niveau historiquement haut à 100,5 millions d'euros à fin décembre 2015. L'encours sain de crédits aux ménages maintient son rythme de croissance annuel par rapport à celui enregistré à fin décembre 2014 soit +5,6 %.

Cette évolution est principalement liée au dynamisme des **crédits à l'habitat** (+5,3 % sur un an). À 81,7 millions d'euros, ces derniers atteignent une nouvelle fois leur plus haut niveau historique. Ils constituent désormais 81,4 % de l'encours global des ménages et 48,7 % de l'encours sain global. Les ménages continuent de profiter des conditions de financement avantageuses.

Par ailleurs, les **crédits à la consommation** continuent de progresser à un rythme similaire à celui enregistré l'année précédente avec une hausse de l'encours en glissement annuel de 6,7 % à fin décembre 2015.



¹ Les données concernant les encours consentis à l'économie ont été revues historiquement à partir du 31/12/2013.

Nouveau recul des crédits aux collectivités

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales s'établit à 16,5 millions d'euros au 31 décembre 2015, en baisse sur un an (-12,6 %, soit -2,4 millions d'euros). Toutefois, l'encours des crédits aux collectivités locales repart à la hausse (+6,9 %) au cours des six derniers mois de l'année pour la première fois depuis fin 2013.

En grande partie constitué de crédits à l'équipement (87,3 %), il représente 9,8 % de l'encours sain global.

Forte amélioration de la sinistralité

L'encours des créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) affiche une nouvelle diminution annuelle à fin décembre 2015 (-36,9 %) pour s'établir à un niveau historiquement bas (3,9 millions d'euros). Le taux de créances douteuses brutes s'améliore à nouveau et atteint 2,2 % en fin d'année 2015 (-1,7 point sur douze mois). Le taux de provisionnement des banques locales est en forte hausse et s'élève à 77,8 % (+9,4 points sur un an).

UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers des agents économiques enregistrent une évolution en demi-teinte à fin décembre 2015.

L'encours total des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon s'établit à 218,8 millions d'euros en progression de 3,9 % sur un an après avoir reculé de 2,0 % à fin décembre 2014. La croissance annuelle de l'encours est principalement tirée par la bonne performance des placements des ménages et dans une moindre mesure des autres agents. En revanche, l'encours des actifs financiers des entreprises est en net recul sur un an.

En glissement annuel, l'ensemble des composantes principales des actifs s'inscrit en progression à fin décembre 2015.

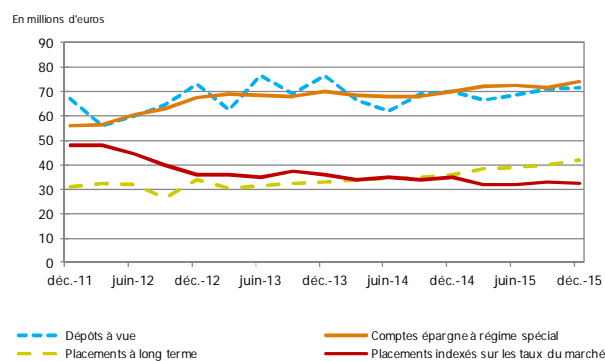
La principale progression observée concerne l'épargne à long terme, qui voit son rythme de croissance annuel se renforcer (+16,7 % à fin 2015 contre +8,5 % à fin 2014), tirée par un fort attrait pour les plans d'épargne logement (+54,3 %) et les contrats d'assurance vie qui continuent de croître de façon régulière (+6,3 %).

Après une année 2014 marquée par un repli des dépôts à vue (-8,3 %) et des placements liquides ou à court terme (-0,8 %), ces derniers retrouvent un rythme de croissance annuel positif au 31 décembre 2015 (respectivement +2,1 % et +0,8 %). Les placements liquides ou à court terme profitent du dynamisme des comptes d'épargne à régime spécial (+5,0 % soit +3,6 millions d'euros). En revanche, les placements indexés sur les taux de marché reculent sensiblement (-7,7 % soit -3,7 millions d'euros).

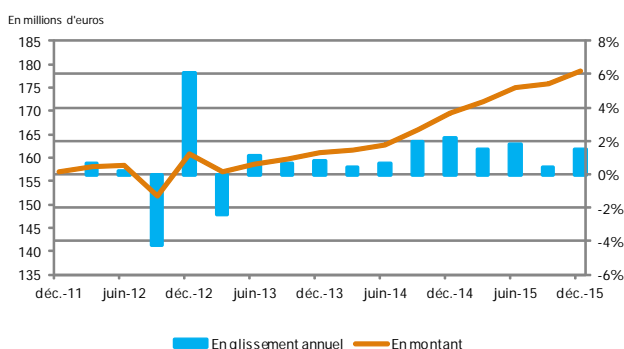
Maintien du dynamisme de l'épargne des ménages

Avec 178,5 millions d'euros d'encours, les ménages détiennent l'essentiel des actifs financiers de la place (81,6 %). Au 31 décembre 2015, les placements des ménages enregistrent une croissance annuelle similaire à celle observée à la même période en 2014 (+5,6 %).

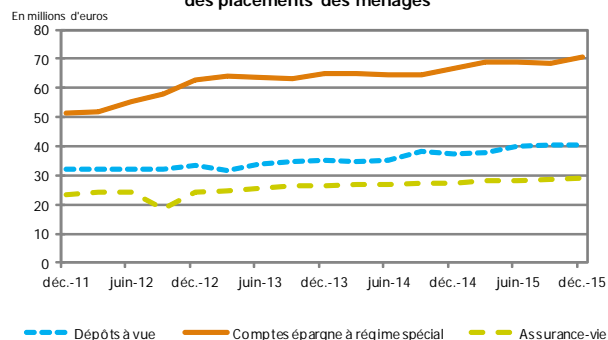
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



Ce dynamisme s'explique d'une part, par la hausse de 16,7 % de **l'épargne à long terme** et, d'autre part, par celle des **dépôts à vue** (+7,4 %). L'épargne à long terme bénéficie notamment d'une forte croissance des plans d'épargne logement (+54,3 % sur les douze derniers mois) qui passent de 7,7 millions d'euros à fin 2014 à 11,9 millions d'euros à fin 2015.

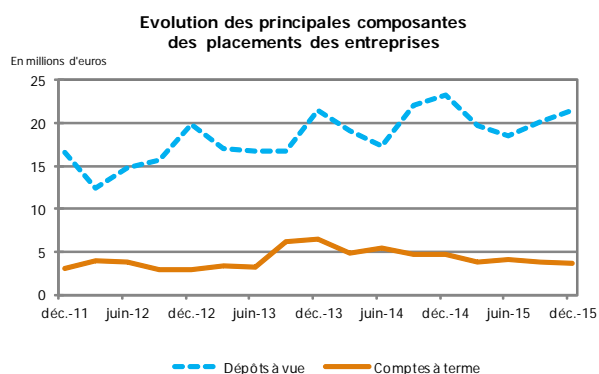
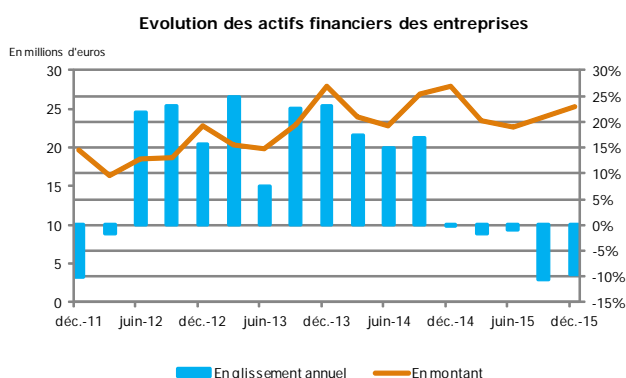
Les **placements liquides ou à court terme** sont pour leur part quasi stables sur un an (+0,3 % contre +3,3 % à fin décembre 2014). Cette évolution s'explique par une hausse des dépôts sur livrets ordinaires (+6,3 %) contrebalancée par une baisse des placements indexés sur les taux de marché (-11,4 %). Le bas niveau des taux monétaires, proches de zéro, n'incite pas les ménages à placer leurs économies sur ce type de produits, privilégiant la liquidité des comptes à vue.

Net repli des placements des entreprises

Malgré un second trimestre bien orienté (+11,6 %), les **placements financiers des entreprises** s'inscrivent en net repli sur un an (-9,7 %) pour s'établir à 25,2 millions d'euros à fin décembre 2015.

Cette contraction s'explique essentiellement par la baisse des **dépôts à vue** (-7,3 %) qui représentent 85,7 % des actifs financiers des entreprises et s'élèvent à 21,6 millions d'euros.

Les **placements liquides ou à court terme**, composés exclusivement de placements indexés sur les taux de marché, enregistrent un fort recul (-21,6 %). Ils passent de 4,7 millions d'euros à fin 2014 à 3,7 millions d'euros à fin 2015.



Rebond des placements des autres agents

Après une phase de forte baisse amorcée à partir de décembre 2013, résultant essentiellement d'un changement de stratégie de placement d'un des opérateurs de la place de Saint-Pierre-et-Miquelon, les **placements des autres agents** (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) repartent à la hausse au cours de l'année 2015 (+14,9 %) et s'élèvent au 31 décembre à 15 millions d'euros.

La hausse conjointe des **dépôts à vue** (+4,0 % soit +0,4 million d'euros) et des **placements liquides ou à court terme** (+40,1 % soit +1,5 million d'euros) explique cette évolution.

MÉTHODOLOGIE

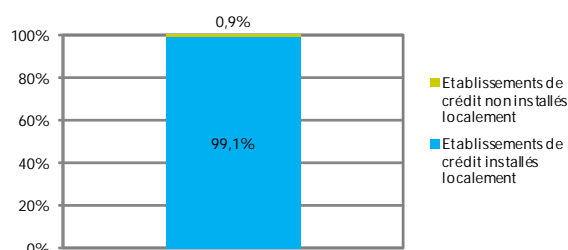
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

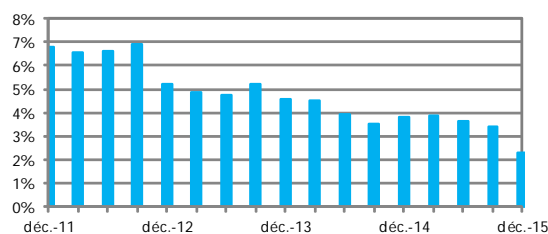
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	8,3	10,1	7,3	6,1	6,5	7,2	6,8	4,5	-37,5%	-26,3%
<i>Créances commerciales</i>	2,3	4,5	1,5	1,9	0,9	1,5	2,2	1,2	-18,7%	-34,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,0	2,8	3,4	2,3	2,0	2,0	0,9	0,9	-53,3%	-60,7%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	2,8%	-4,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,0	2,8	2,3	1,9	3,7	3,8	3,6	2,4	-36,8%	22,6%
<i>Affecturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	26,1	25,4	27,4	29,5	29,9	32,9	34,3	33,9	3,2%	14,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	26,1	25,4	27,4	29,5	29,9	32,9	34,3	33,9	3,2%	14,8%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1,3	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	18,7%	18,7%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,8	0,9	3,4	3,5	3,5	3,4	3,6	3,7	8,1%	5,8%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	35,2	36,4	38,0	39,2	39,9	43,5	44,7	42,1	-3,2%	7,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	13,9	15,0	16,4	17,6	16,8	17,1	18,0	18,7	9,3%	6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	13,5	14,5	15,9	17,2	16,4	16,7	17,6	18,4	9,9%	7,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	-16,3%	-9,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-11,9%	-25,0%
Crédits à l'habitat	68,8	72,3	73,6	77,6	78,2	79,8	80,9	81,7	2,5%	5,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	82,7	87,3	90,0	95,1	95,0	96,9	98,9	100,5	3,7%	5,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	n.s.	n.s.
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	n.s.	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	16,3	17,4	20,6	18,4	15,7	15,2	14,9	14,4	-4,9%	-21,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	16,3	17,4	20,6	18,4	15,7	15,2	14,9	14,4	-4,9%	-21,8%
Autres crédits	1,7	1,3	0,9	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	-58,6%	-73,9%
Encours sain	17,9	20,2	21,5	18,9	16,2	15,5	15,2	16,5	6,9%	-12,6%
Autres agents										
Encours sain	0,9	1,1	1,6	3,2	5,8	6,5	8,3	8,6	32,4%	166,7%
TOTAL										
Encours sain	136,677	144,965	151,163	156,475	156,848	162,429	167,049	167,791	3,3%	7,2%
dont ECNIL	2,029	1,565	1,548	1,690	1,518	1,186	0,997	0,976	-17,7%	-42,2%
Créances douteuses brutes	9,936	7,917	7,195	6,152	6,263	6,107	5,918	3,881	-36,5%	-36,9%
dont ECIL	9,936	7,917	7,195	6,152	6,263	6,107	5,918	3,804	-37,7%	-38,2%
Créances douteuses nettes	2,671	2,331	2,275	1,915	1,981	1,904	1,741	0,922	-51,6%	-51,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	2,416	2,059	1,974	1,295	1,191	1,069	0,929	0,127	-88,2%	-90,2%
(dt) <i>Ménages</i>	0,256	0,273	0,299	0,618	0,789	0,834	0,811	0,794	-4,7%	28,5%
Provisions	7,264	5,586	4,920	4,236	4,282	4,203	4,177	2,959	-29,6%	-30,2%
Encours brut total	146,613	152,882	158,358	162,627	163,112	168,536	172,967	171,672	1,9%	5,6%
Taux de créances douteuses	6,8%	5,2%	4,5%	3,8%	3,8%	3,6%	3,4%	2,3%	- 1,3 pt	- 1,5 pt
dont ECIL	6,9%	5,2%	4,6%	3,8%	3,9%	3,6%	3,4%	2,2%	- 1,4 pt	- 1,7 pt
Taux de provisionnement	73,1%	70,6%	68,4%	68,9%	68,4%	68,8%	70,6%	76,2%	+ 7,4 pts	+ 7,8 pts
dont ECIL	73,1%	70,6%	68,4%	68,9%	68,4%	68,8%	70,6%	77,8%	+ 9,0 pts	+ 9,4 pts

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	19,7	22,7	28,0	27,9	23,6	22,6	24,0	25,2	11,6%	-9,7%
Dépôts à vue	16,5	19,9	21,5	23,3	19,7	18,5	20,2	21,6	16,2%	-7,3%
Placements liquides ou à court terme	3,2	2,9	6,5	4,7	3,8	4,1	3,8	3,7	-9,8%	-21,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9%	0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	3,1	2,9	6,5	4,7	3,8	4,1	3,8	3,7	-9,8%	-21,6%
<i>dont comptes à terme</i>	3,1	2,9	6,5	4,7	3,8	4,1	3,8	3,7	-9,8%	-21,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	157,0	160,8	161,0	169,5	172,1	175,1	175,9	178,5	2,0%	5,3%
Dépôts à vue	32,1	33,4	35,0	37,6	37,8	40,0	40,6	40,3	0,8%	7,4%
Placements liquides ou à court terme	94,0	93,7	93,2	96,3	96,0	96,2	95,5	96,6	0,4%	0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	51,3	62,8	64,9	66,8	68,7	68,8	68,5	70,5	2,5%	5,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	42,7	51,9	52,6	54,6	56,5	56,4	56,1	58,0	2,9%	6,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	8,1	10,4	11,8	11,7	11,7	11,9	11,8	11,9	0,2%	1,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	9,7%	-1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	12,7%	15,2%
Placements indexés sur les taux de marché	42,7	30,9	28,3	29,5	27,3	27,4	27,1	26,1	-4,8%	-11,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	41,6	29,7	28,0	29,2	27,0	27,2	26,8	25,9	-4,7%	-11,4%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	-8,9%	-16,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	30,9	33,7	32,8	35,7	38,3	38,9	39,7	41,6	7,0%	16,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,7	4,2	5,8	7,7	9,5	10,1	10,6	11,9	18,1%	54,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont portefeuille-titres</i>	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,6	5,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	-1,9%	7,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	23,5	24,3	26,5	27,4	28,2	28,3	28,6	29,2	3,2%	6,3%
Autres agents	25,3	26,0	25,7	13,1	12,8	14,3	15,2	15,0	4,9%	14,9%
Dépôts à vue	18,5	19,5	19,7	9,1	9,0	10,0	10,3	9,5	-5,7%	4,0%
Placements liquides ou à court terme	6,8	6,5	6,1	4,0	3,7	4,3	4,9	5,5	30,2%	40,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,7	4,7	4,9	3,3	3,1	3,7	2,8	3,2	-13,2%	-3,9%
Placements indexés sur les taux de marché	2,1	1,8	1,1	0,6	0,6	0,6	2,1	2,3	314,1%	275,0%
<i>dont comptes à terme</i>	2,1	1,8	1,1	0,6	0,6	0,6	2,1	2,3	314,1%	275,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Total actifs financiers	202,0	209,6	214,8	210,5	208,4	212,0	215,1	218,8	3,2%	3,9%
Dépôts à vue	67,1	72,7	76,2	69,9	66,6	68,6	71,1	71,4	4,0%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	104,0	103,1	105,7	104,9	103,6	104,5	104,3	105,8	1,2%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	56,0	67,5	69,9	70,1	71,9	72,5	71,3	73,7	1,7%	5,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	47,1	56,2	57,0	57,4	59,1	59,5	58,4	60,7	2,0%	5,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	8,5	10,8	12,3	12,2	12,2	12,4	12,4	12,4	0,0%	1,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	9,7%	-1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	12,3%	15,2%
Placements indexés sur les taux de marché	47,9	35,6	35,9	34,8	31,7	32,0	32,9	32,1	0,2%	-7,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	46,8	34,4	35,6	34,5	31,5	31,8	32,7	31,9	0,3%	-7,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	-8,9%	-16,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	30,9	33,7	32,9	35,7	38,3	38,9	39,7	41,6	6,9%	16,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,7	4,2	5,8	7,7	9,6	10,1	10,6	11,9	18,0%	54,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-9,5%	-17,4%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,6	5,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	-1,9%	7,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	23,5	24,3	26,5	27,4	28,2	28,3	28,6	29,2	3,2%	6,3%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr